

# Quand l'Union européenne finance des groupes extrémistes sans s'en rendre compte



Selon des médias allemands, des associations extrémistes islamistes ont reçu des financements de l'Europe. L'association proche des Frères musulmans, « Islamic Relief Germany », aurait perçu 712.000 euros de la Commission européenne. Ces organisations parviennent généralement à utiliser une couverture d'association caritative.

Avec Florence Bergeaud-Blackler

**Atlantico** : Comme l'ont révélé plusieurs médias comme Die Welt en Allemagne, des associations extrémistes islamistes ont reçu des financements de l'Europe. Rien qu'en 2019, l'association proche des Frères musulmans « Islamic Relief Germany » aurait perçu 712 000 euros de la Commission européenne. La Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO) serait en cause. Est-il possible que des associations dont

## **les valeurs sont incompatibles avec celles de l'UE aient profité des failles du système pour recevoir de telles sommes ? Comment ont-elles procédé ? Ont-elles utilisé une couverture d'association caritative par exemple ?**

**Florence Bergeaud-Blackler :** D'abord, il faut bien préciser les termes. Comment détermine-t-on qu'une association est « extrémiste », que ses valeurs ne sont pas compatibles avec celles de l'UE ? La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (UE) d'application, obligatoire depuis le Traité de Lisbonne (2009), énonce un certain nombre de principes comme l'égalité entre les hommes et les femmes, la liberté de pensée, de conscience et de religion laquelle inclut d'être libre de ne pas en avoir ou bien d'en changer.

Une ONG qui ne respecte pas ces critères ne devrait, en théorie, jamais être financée ou ni recevoir un quelconque appui des institutions européennes. Pourtant, ces financements et ces appuis passent à travers les mailles du filet parce que bien sûr elles dissimulent leurs activités, mais aussi parce qu'elles se cachent derrière des œuvres caritatives ou la défense des droits humains.

Le cas « Islamic Relief » est particulièrement emblématique. Cela fait une vingtaine d'années que cette ONG humanitaire (et ses bureaux nationaux) sont accusés de liens avec des réseaux terroristes. Plusieurs fois elle a été épinglée en raison de propos antisémites ( [le département d'Etat américain](#) ). En Europe des pays comme la France, la Suisse, les Pays-Bas, l'Allemagne, ont repéré depuis longtemps les liens d'Islamic Relief avec la confrérie des Frères musulmans. Pourtant « Islamic Relief Germany » aurait perçu 712 000 euros de la Commission européenne. En 2019-2020, la Suède -pays où les Frères ont une certaine influence- a accordé à Islamic Relief Worldwide la somme de 2,1 millions de dollars [pour un « soutien humanitaire » à Gaza](#) . Et cela alors qu'en 2016 l'Agence suédoise pour les contingences civiles indiquait que Islamic Relief était une « organisation clé » dans le soutien aux Frères musulmans, qu'elle soutenait des milices dans le conflit syrien, que les Émirats arabes unis avaient inclu des agences Islamic Relief sur sa liste d'entités terroristes dès 2014.

Les fondateurs de Islamic Relief ont des liens proches avec la confrérie quand ils n'en sont pas des cadres, et ils ont été très impliqués dans la diffusion du frérisme en Europe.

Essam El-Haddad, cofondateur d'Islamic Relief Worldwide et ancien administrateur d'Islamic Relief Worldwide et d'Islamic Relief-UK a été un haut responsable des Frères musulmans.

Ahmed Al-Rawi, ancien directeur d'IRW, a été président de l'organisation frériste européenne FIOE, en plus d'être membre du Conseil Européen de la Fatwa sous la houlette de Youssef el-Qardahoui.

**Dans le champ de la recherche, l'UE n'a-t-elle pas également favorisé le financement de recherches portant notamment sur l'islamophobie et autres**

## concepts idéologiques islamisto-compatibles ?

Un autre canal de financement de l'idéologie frériste est la subvention et le soutien à des organismes spécialisés dans la lutte contre le racisme, les discriminations et l'islamophobie (ou la haine anti-musulmans). On sait que ces organismes ont subverti cette cause légitime pour faire taire toute critique des idéologies anti-démocratiques, qu'elles soient islamistes ou gauchistes.

Le « European Islamophobia Report 2018 » (EIR) publié par la Fondation SETA, affiliée au gouvernement turc d'Erdogan, a été financé par la Commission européenne (126 951,81 euros). Le « Forum des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans » (FEMYSO), organisation de jeunesse liée aux Frères musulmans, a reçu des subventions des contribuables de l'UE.

Le mieux servi en subventions est certainement l'ENAR European Network Against Racism [1], une créature née à Bruxelles, qui se présente comme "a strong pan-European network of anti-racism" et qui au nom de la lutte contre un supposé racisme systémique fédère et coordonne les actions d'associations sectorielles anti-islamophobie, néo-féministes, antiracistes, décoloniales dans les pays membres. Ses lobbyistes sont très actifs. Ils sont régulièrement reçus par la Commission Européenne. Helena Dalli, Commissaire à Equality les a reçus le 08/12/2020 pour la publication d'une pétition du réseau pour protester contre l'interdiction du CCIF et je cite « la situation des organisations de la société civile en France »... Le réseau ENAR organise des formations à la presse, aux fonctionnaires, travaille avec des universitaires, des élus et diffusent son message à tous les niveaux.

Ce type d'ONG humanitaire ou anti-raciste parle un langage mimétique qui paralyse les institutions. ENAR revendique sa vision « d'une société qui embrasse la nécessité de l'égalité et de la diversité et les avantages d'une Europe sans racisme pour une société et une économie européennes dynamiques », il exhorte « l'UE et ses États membres à adopter une approche progressiste et fondée sur les droits de l'homme »... et dans le même temps, il a pour membres des organisations comme le CCIF, le CCIB, l'EFOMW, le FEMYSO, toutes liées aux Frères Musulmans.

Des membres du parlement européen ont interpellé plusieurs fois la Commission, mais elle répond toujours comme un mammouth autiste : par exemple « ses projets sont sélectionnés par des experts selon des règles et objectifs précis au regard des critères ». La Commission prétend que l'engagement signé d'un bénéficiaire de respecter les valeurs fondamentales de l'UE suffira, ce qui montre qu'elle ne connaît pas son adversaire et ses facultés de dissimulation.

**Dans quelle mesure peut-on penser que ce financement se fait sciemment ?  
Quelle est la part de sincérité, de naïveté ou de cynisme ?**

Dernièrement, la vice présidente du Parlement Européen, Nicola Beer, invitée à un webinaire par l'American Jewish Committee sur le financement de l'islamisme a affirmé qu'elle était consciente du problème. Sa proposition était de faire une liste des organisations irréprochables, une sorte de certificat pour recevoir des subventions. Ce serait une bonne décision mais cela risque d'être difficile à implémenter car les subventions sont souvent faibles et très disséminées à de nombreuses associations de quartier infiltrées un peu sur le modèle du micro-crédit. Et surtout, c'est moins l'argent que le label bleu étoilé que ces associations recherchent, car si elles le décrochent, les subventions nationales et régionales tombent, les portes des universités, si mal loties, s'ouvrent.

---

[1] European Network Against Racism (ENAR) received the following grants under the Fundamental Rights and Citizenship Programme (budget line 33 02 04); EUR 1.081.164 in 2012, EUR 1,101,024 in 2013, EUR 1,073,230.65 in 2014 and EUR 809,526 in 2015.